Alinea ou comment les Mulliez sauvent l'immobilier

Le dépôt de bilan d'Alinea meubles supprimera 1000 emplois. Les actionnaires limiteront leurs pertes grâce à un montage immobilier.

C'est l'un des plus gros dépôts de bilan de France. Alinea, 26 magasins de meubles et

1 974 salariés, était au tribunal de commerce de Marseille, après le déconfinement.

Alinea se dit victime de la crise sanitaire, des grèves sur la réforme des retraites et les manif. des gilets jaunes.

A la demande de la Justice , un cabinet d'experts a diagnostiqué que les difficultés d'Alinea remontent au début 2018.

Le 31 août , audience du tribunal de commerce, Alinea sera fixé sur son sort .

Il n'y a qu'une seule offre de reprise d'Alinea qui prévoit la reprise de neuf magasins, la fermeture de dix-sept autres ,le licenciement de 1 000 salariés.

Les repreneurs sont les actuels propriétaires d'Alinea : Alexis Mulliez et ses cousins, cousines, oncles , tantes, de la famille Mulliez (Auchan, Decathlon, Jules, St Maclou, Leroy-Merlin ... / 26 milliards d'euros de patrimoine) .

Auparavant ,Les propriétaires d'une entreprise pouvaient la racheter après l'avoir déclarée en cessation de paiement, mais devaient être approuvés par le procureur (le ministère de la Justice) qui siège au tribunal de commerce.

Mais un gros assouplissement a été apporté . Un décret, du 20 mai 2020 ,permet au propriétaire d'une entreprise de la reprendre après un dépôt de bilan, sans aucune autorisation préalable.

"Ça risque de donner des idées à quelques entrepreneurs".

Le risque est que les actionnaires soient tentés, en cas de difficultés anciennes, de déposer le bilan. Puis, de profiter de ce nouveau décret pour racheter leur boîte. Entre-temps, ils auront effacé leurs dettes auprès des fournisseurs ,de l'Etat et des organismes sociaux.

Une opération immobilière a été faite le 17 novembre 2017. La direction d'Alinea décide de transférer la propriété des murs de 9 de ses 26 magasins à une nouvelle entité , Aline Immo. pour 150 millions d'euros : double effet négatif pour l'entreprise : Alinea s'appauvrit de la valeur des murs et doit payer des loyers de 13 millions d'euros par an.

Si Alinea avait conservé l'immobilier, elle aurait pu bénéficier de garanties liées à ce patrimoine pour des financements externes ou bien céder une partie de ses biens.

Le plan de licenciements des 1 000 salariés coûte 21,9 millions d'euros payés par l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS). Cet organisme collectif intervient dès lors qu'une entreprise est en cessation de paiement et ne peut honorer ses obligations à l'égard des salariés. En déposant le bilan et en rachetant ensuite une partie de l'entreprise, les dirigeants d'Alinea feraient financer les départs par la collectivité. Il est prévu qu'ils **remboursent l'AGS avec la vente des meubles des magasins** qui vont fermer. Mais ces meubles sont vendus **avec une décote de 40 %**, **sera-ce** suffisant pour rembourser près de 22 millions d'euros.

Plusieurs fonds d'investissement propriétaires de l'enseigne de **vêtements Camaïeu ont déposé le bilan de cette entreprise** et sont aujourd'hui les candidats les plus sérieux à son rachat. La décision du tribunal de commerce de Lille sur ce dossier sera rendue le 17 août 2020.

sources : Advance Capital, Challenges , Libé,

F